

Aviation

AG historique à Gata

«Historique» est le mot utilisé par le vice-président Dominik Fischer lors de l'assemblée générale (AG) SEV-GATA de cette année. Un autre jalon a pu être fixé dans l'histoire à succès de la branche de l'aviation au SEV, il s'agit de l'intégration de PUSH réalisée l'année passée.

GATA a recherché une collaboration avec le SEV en 2001 sur l'initiative d'Olga et André Graf. L'élection d'André Graf en tant que président du congrès a eu lieu en 2001, il a assuré cette fonction de «premier membre SEV» jusqu'en 2005. Au cours de l'année 2004, GATA a intégré le SEV et en 2017, les membres de PUSH ont été à leur tour intégrés. Les collègues anciennement à PUSH ont été accueillis cette année pour la première fois à l'assemblée générale 2018 en tant que



Une équipe motivée (de g. à dr.): Andreas Breker, Dominik Fischer, Ariane Mose, Philipp Hadorn, Regula Pauli, Andreas Marti, Thomas Blum et Bert Füller. Manquent: Tony Mainolfi et Lucie Waser.

membres GATA.

Pour la fin de la période administrative 2017-2020, Thomas Blum et Andreas Marti (tous deux à l'ancien comité PUSH) ont été élus en tant que membres du comité SEV-GATA. Ils complètent ainsi le comité composé du président Philipp Hadorn, du vice-président Dominik Fischer, d'Andreas Breker et

de Bert Charles Füller. Les anciens collègues PUSH Werner Köppel (ancien président de PUSH) et Henri-Pierre Mullner (membre du comité PUSH responsable de la Suisse romande) ont été vivement remerciés pour leur travail durant toutes ces années et pour l'impulsion positive qu'ils ont su donner en faveur de cette intégration.

Les relations avec les syndicats partenaires nationaux et internationaux ont aussi démontré durant l'année écoulée le rôle important de la solidarité entre les syndicats dans le cadre du marché international. La conclusion de la CCT avec Swiss a apporté un grand nombre d'améliorations pour le personnel. L'intégration des membres

PUSH se structure de manière intéressante et le recrutement des membres affiche de bons résultats, ce qui représente une bonne base pour des négociations CCT fructueuses.

La secrétaire syndicale SEV Regula Pauli a montré l'avancée du processus de négociations de la CCT pour Swissport Zurich. Dans le groupe de travail concernant Job Level Concept, un point en suspens de la CCT Swiss, Michael Bulletti - secrétaire syndical SEV - représente les intérêts des membres.

La S.A. de l'aéroport de Zurich nous a permis d'organiser notre assemblée 2018 tout près de la piste, ce qui était très sympathique de sa part. Joana Filippi, Head Public Affairs, nous a présenté avec enthousiasme les affaires liées à l'aéroport et a répondu de manière compétente aux questions parfois critiques. Ce fut une assemblée générale 2018 très réussie!

Philipp Hadorn, président SEV-GATA et secrétaire syndical SEV

Surveillance des assuré-e-s

« Les assurances ont plus de droits que la police »

On a déjà pu réunir 55 000 signatures contre la surveillance des assurés décidée par le Parlement. Le peuple aura donc le dernier mot. Gabriela Medici de l'Union syndicale suisse (USS) explique quels sont les enjeux et pourquoi les syndicats soutiennent le référendum.

■ Au printemps, le Parlement a révisé la Loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA). Quelles sont les dispositions contestées par le référendum?

Gabriela Medici: La révision

donne la possibilité à toutes les assurances sociales de surveiller discrètement les assuré-e-s sans mandat judiciaire. Les assurances ont ainsi plus de droits que la police dans la lutte contre le terrorisme.

■ L'objectif d'une telle surveillance est d'éviter que les assuré-e-s ne profitent des assurances sociales, ce qui est dommageable pour les assuré-e-s honnêtes et la collectivité. Alors pourquoi la grande majorité d'assuré-e-s honnêtes devrait être contre une telle pratique?

L'article sur la surveillance des assuré-e-s va tellement loin que tous les assuré-e-s



Gabriela Medici est secrétaire centrale USS responsable des assurances sociales.

dans toutes les assurances sociales seraient mis sous surveillance générale.

En même temps, les assurances sont soumises à une énorme pression pour réaliser des économies. Elles ne sont donc pas neutres puis-

qu'elles ont un intérêt à pouvoir refuser des prestations. Pourquoi leur octroie-t-on plus de pouvoir qu'à la police elle-même? Ceci est inexplicable.

■ Pourquoi l'USS n'a pas saisi tout de suite le référendum mais s'est ralliée après coup au comité référendaire autour de l'auteur Sibylle Berg?

L'USS s'est engagée contre le durcissement massif de la loi. Au vu de toutes les autres réformes en cours (PC, AVS, projet fiscal), elle n'a cependant pas pu jouer le rôle de leader contre cet article de surveillance. Mais lorsque le référendum a été saisi, l'USS l'a soutenu.

■ Pourrais-tu résumer en quelques mots pourquoi il est important de se prononcer lors des prochaines votations contre cette révision de loi qui soulève autant d'objections?

L'article de surveillance prévu actuellement permet aux assurances de décider elles-mêmes s'il y a matière à soupçon et avec quels moyens elles veulent surveiller leurs propres clients et les payeurs de primes. L'USS soutient la lutte contre les abus. Certes, les tricheries font du tort aux assurances et aux assuré-e-s. Mais il s'agit aussi de respecter les principes démocratiques ainsi que les droits de l'homme.

Markus Fischer